



HAL
open science

Compte rendu d'Agnès Sinaï (dir.), 2013, Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène, Paris, Les Presses de Sciences Po, coll. Nouveaux débats

Marie Duru-Bellat

► **To cite this version:**

Marie Duru-Bellat. Compte rendu d'Agnès Sinaï (dir.), 2013, Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène, Paris, Les Presses de Sciences Po, coll. Nouveaux débats. Lectures, 2013, 8 juin, pp.1-3. 10.4000/lectures.11699 . hal-01052881

HAL Id: hal-01052881

<https://sciencespo.hal.science/hal-01052881>

Submitted on 29 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Lectures

Les comptes rendus, 2013

Marie Duru-Bellat

Agnès Sinaï (dir.), *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène*

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Marie Duru-Bellat, « Agnès Sinaï (dir.), *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2013, mis en ligne le 08 juin 2013, consulté le 29 juillet 2014. URL : <http://lectures.revues.org/11699>

Éditeur : Liens Socio

<http://lectures.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://lectures.revues.org/11699>

Document généré automatiquement le 29 juillet 2014.

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors

Marie Duru-Bellat

Agnès Sinaï (dir.), *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène*

- 1 Cet ouvrage collectif rassemble les contributions de chercheurs d'horizons variés, majoritairement physiciens ou ingénieurs, de politiques ou de journalistes, qui partagent tous un engagement écologique manifeste. Ici, nous évoquerons essentiellement les textes qui interpellent le sociologue, sachant que tout lecteur intéressé par les questions d'écologie trouvera dans ce livre bref, clair et vif, de quoi nourrir sa réflexion et son engagement.
- 2 Indépendamment de toute orientation normative, le sociologue est directement concerné par la thématique de l'environnement, s'il est vrai, comme il est rappelé dans la préface que, comme le posait déjà Illich dans les années 1970, « l'énergie est au cour des inégalités ». Plus précisément, une question capitale est de savoir comment le renchérissement du coût des énergies fossiles va être géré par les sociétés occidentales, d'un point de vue politique, social et économique. Un livre de 220 pages ne saurait répondre de manière exhaustive à cette question mais les éclairages qu'il apporte sont novateurs. Contentons-nous de quelques exemples.
- 3 Le lecteur néophyte trouvera tout d'abord un historique des penseurs qui ont pointé le caractère inéluctable de la « descente énergétique », du ralentissement volontaire de l'économie, du caractère insoutenable d'une société qui ne perçoit pas le caractère inconciliable du développement durable. Ou encore, une discussion de la notion de progrès, avec le modèle sous-jacent d'une causalité linéaire, sans bouclage rétroactif, d'une connaissance cumulative, d'un bien-être réduit au « toujours plus ». De même, une discussion concernant le modèle productiviste, né avec la société industrielle, qui a instauré un règne hégémonique et non discuté de l'économie, et une indifférence à la fois quant à l'utilité sociale de telle ou telle production et quant aux dégâts environnementaux qui en résultent. Depuis maintenant quelques décennies, la thèse selon laquelle il est impossible de ne pas buter à plus ou moins brève échéance sur un seuil critique s'est imposée, non seulement dans les cercles écologiques mais aussi académiques, tant du côté des sciences dites dures (avec le modèle de ralentissement critique importé de l'écologie, selon lequel le système requiert de plus en plus de temps pour revenir à son état d'équilibre après une perturbation) qu'en sciences sociales, avec par exemple, par des chercheurs américains, l'estimation d'un seuil de déclenchement probable d'émeute en fonction du prix des denrées alimentaires.
- 4 Au lecteur qui jugerait par trop pessimiste cet horizon, il faut conseiller le texte de l'ingénieur Ph. Bihouix, qui démontre que nous sommes entrain d'extraire, en une seule génération, autant de métaux qu'en toute l'histoire de l'humanité, notamment en ce qui concerne ces métaux rares que requièrent nos objets high tech, et, pire, tous les instruments mobilisés dans les énergies dites renouvelables (les aimants pour les génératrices d'éoliennes, le sélénium et autres métaux rares pour les panneaux photovoltaïques, etc...). On ne saurait donc éluder la question de la nécessité d'une baisse de notre consommation nette de matières premières non renouvelables, et au-delà de la demande elle-même.
- 5 Se pose alors de manière aigüe la question de la manière de gérer cette transition en préservant une « justice énergétique ». Le texte de M. Szuba se focalise sur les modalités et les enjeux du rationnement nécessaire et du partage qui devrait en découler. Elle présente de manière détaillée les débats britanniques qui ont pris place à partir des années 2000 autour de la « carte carbone », pour instaurer ce rationnement, en distribuant sur le marché une quantité maximale (totale) d'énergie, où chaque individu a une part réservée mais peut en céder à d'autres qui l'achètent alors. Ce système permet notamment aux plus pauvres, dont la consommation d'énergie est moins importante de vendre des parts aux plus riches ; il a été calculé que 71% des personnes comprises dans les 3 déciles les plus pauvres sont susceptibles de gagner à ce « marché », qui est donc à la fois borné globalement et redistributif.
- 6 Dans un autre chapitre, L. Semal présente l'expérience des « Transitions Towns », au Royaume-Uni. Née en 2005, elle développe des stratégies locales, à l'échelle communale, pour

s'adapter à la fin de l'abondance énergétique, et il apparaît que « la reconnaissance explicite des limites territoriales à la croissance peut redonner du sens à la délibération locale, en permettant à la communauté de débattre pour évaluer et hiérarchiser la légitimité des différents usages des ressources en cours de raréfaction ». Loin que cet horizon de par sa tonalité catastrophique démobilise les communautés, il semble au contraire possible (au pris de méthodes d'animation politique spécifiques) que cela les invite à redécouvrir le débat politique à l'échelon local, à discuter des modalités pratiques d'une décroissance maîtrisée et équitablement partagée.

7 L'ouvrage se clôt sur deux textes qui questionnent à propos deux notions à présent communes. Le texte d'H. Carton analyse de manière critique et originale la notion de résilience - la capacité d'un système à s'adapter - qui émaille à présent tous les discours, rapports, et traités internationaux. Ceci grâce à sa tonalité optimiste sans doute, mais aussi, soutient l'auteur, par son apolitisme : « elle renvoie à une conception analogue à celle de la théorie du marché spontanément auto-régulateur, prônant le retrait de l'État en faveur des agents privés », ainsi qu'un renforcement du rôle des communautés locales ; elle peut être considérée, en ce sens, comme « une nouvelle parure du néolibéralisme ». Le texte de A. Le Roy discute quant à lui la notion de biens communs et de la « tragédie » afférente, pour reprendre l'expression d'E. Ostrom - tout le monde veut profiter individuellement d'un bien, mais personne ne se préoccupe des coûts liés, parfois de manière différée, à son exploitation. Alors que la notion de « développement durable » se présente comme un « mythe pacificateur » - les communautés parviendraient de manière pacifiée à préserver leurs ressources -, les conflits sont nombreux et tout un champ de recherche explore comment différents régimes de propriété -publique, privée, collective- peuvent se combiner pour les résoudre, comme le montre l'exemple de la gestion de l'eau dans certaines grandes villes.

8 Au total, quelle que soit sa sensibilité écologique, on sera convaincu à lire cet essai que la sociologie trouve là un champ passionnant, en fait assez classique puisqu'il touche des questions aussi habituelles que les conflits autour des ressources rares ou la mobilisation des communautés et le changement social.

Pour citer cet article

Référence électronique

Marie Duru-Bellat, « Agnès Sinaï (dir.), *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2013, mis en ligne le 08 juin 2013, consulté le 29 juillet 2014. URL : <http://lectures.revues.org/11699>

À propos du rédacteur

Marie Duru-Bellat

Professeure à Sciences Po et chercheuse à l'Observatoire sociologique du changement

Droits d'auteur

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors